

COMITE d'INFORMATION et de DEFENSE des VICTIMES

de la REPRESSION en TUNISIE

Les prisons, héritées du colonialisme ou construites par l'aide financière et politique de l'impérialisme, sont la honte du régime destourien et témoignent de sa défaite et de sa démagogie.

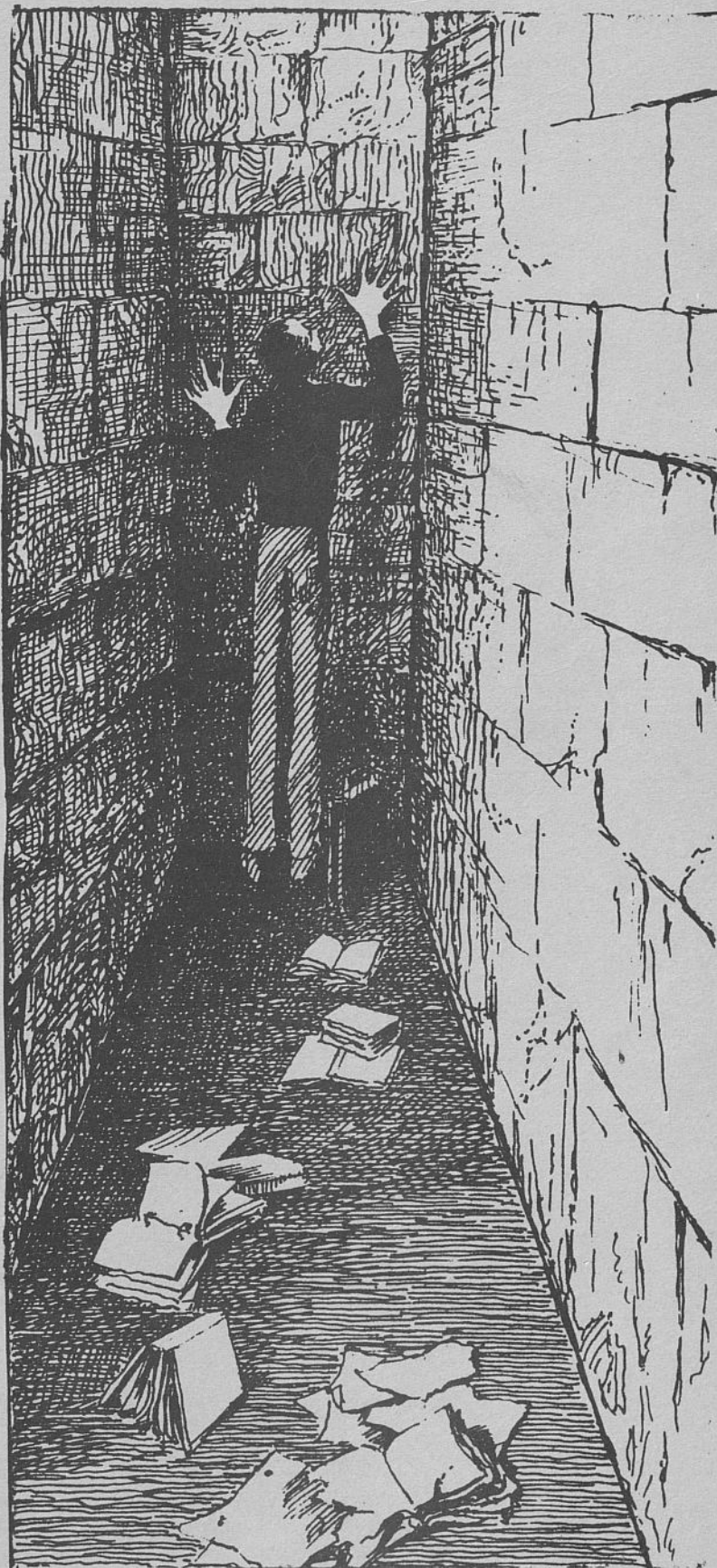
Elles ne font qu'augmenter la haine du peuple tunisien envers le destour et ses maîtres; elles déterminent et renforcent l'esprit de combat des militants démocrates; elles appellent la solidarité internationale, et isolent le pouvoir réactionnaire et le mènent peu à peu vers la débâcle.

Adresse du Comité: Jean GATTEGNO
B.P. 397
75 025 Paris Cedex 01
CCP La Source 33-34906

Nouvelle Série
BULLETIN N° 15

Mai 1975

Prix: 2,00 F.



- I -

SOMMAIRE .

Editorial	p. 2
Rapport de Maitre Dauge	p. 4 à 8
Journée Internationale du 22 mars	p. 9 à 29
Répression et luttes paysannes	p. 30
La lutte des marins de la C.T.N.	p. 31

+++++

EDITORIAL

Nous publions ce numéro dans un moment très particulier, caractérisé par la montée menaçante d'une assez grave vague de répression qui touche indirectement l'ensemble du peuple tunisien, et plus directement l'ensemble du mouvement syndical et démocratique en Tunisie à travers l'enlèvement, la torture et l'emprisonnement d'un très grand nombre de militants démocrates et révolutionnaires.

Ce n'est là certainement pas un signe de force de la part du gouvernement ; bien au contraire, il tente en vain par là de couvrir son désarroi face aux luttes populaires du premier trimestre, engagées en particulier par la classe ouvrière, par la jeunesse, par le corps enseignant et par les prisonniers politiques.

Cet acharnement du pouvoir réactionnaire contre les forces vives de la nation est également l'expression de son isolement et fait suite à la nécessité de garantir à ses maîtres impérialistes français et U.S. qui viennent d'essuyer un échec historique irréversible en Indochine, une région d'investissements et de profits dans un contexte relativement paisible, leur permettant de prendre leur souffle.

Cet acharnement est également une prévention à l'encouragement que peut avoir le peuple tunisien, sa classe ouvrière et sa jeunesse dans leur lutte pour l'indépendance et la démocratie, encouragement qui prend sa source dans les grandes victoires réalisées par les peuples cambodgien et vietnamien d'une part, et dans la crise de plus en plus profonde et sans remède de ses propres ennemis.

Nous publions également ce numéro à la fin d'un long débat sur la défense qui a investi tous les militants démocrates et révolutionnaires et qui a attiré l'attention de pas mal d'organisations démocratiques syndicales et politiques, particulièrement tunisiennes .

Le Comité est sorti, estimons-nous, plus consolidé dans ses conceptions de la défense, à travers ce débat qui continue. Il a rétabli des rapports sains et plus larges avec l'opinion démocratique internationale et tunisienne et demeure à la recherche d'une plus grande base militante car les tâches qui l'attendent suite aux arrestations en cours et au nombre toujours grandissant de prisonniers, des victimes de la répression demeurent assez grandes et nombreuses, ce qui implique plus de dynamisme, de vigueur, d'élargissement et de liens solides avec la presse, le corps juridique, les organisations démocratiques et révolutionnaires, juridiques et humanitaires avec l'opinion internationale démocratique la plus large.

Le compte-rendu de la journée internationale que vous lirez par la suite ainsi que le rapport de l'avocat qui vient de se rendre en Tunisie, relève de ce dont nous avons parlé quant à l'élargissement et à la consolidation de notre comité, mais rien n'est encore suffisant de ce point de vue. C'est pourquoi nous renouvelons notre pressant appel à tous les démocrates et révolutionnaires conséquents à intégrer le comité, à être aux côtés des prisonniers politiques, de leurs familles, et des militants clandestins ou condamnés à l'exil en vue de leur apporter un appui soutenu et un soutien régulier, en vue de dénoncer la répression, de revendiquer le statut politique et pourquoi pas l'amnistie générale pour tous les détenus.

Le Comité.

LE COMITE D'INFORMATION ET DE DEFENSE DES VICTIMES DE LA REPRESSION EN TUNISIE APPLAUDIT A LA VICTOIRE DES PEUPLES DU VIETNAM ET DU CAMBODGE SUR L'IMPERIALISME ET SES VALETS. IL LUTTE POUR QUE LES PRISONS EN TUNISIE CONNAISSENT UN JOUR LE SORT QUE CONNAISSENT AUJOURD'HUI LES PRISONS AU VIETNAM ET AU CAMBODGE: C'EST A DIRE VIDEES DE LEURS PRISONNIERS POLITIQUES, OU OCCUPEES PAR UNE POIGNEES DE TRAITRES A LA NATION.

RAPPORT DE ME DAUGE, AVOCAT, OBSERVATEUR INTERNATIONAL
AUX AUDIENCES DES 24 ET 26 MARS 1975

- o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o -

RAPPEL DES FAITS

Mandatée par le Comité d'Information et de Défense des Victimes de la Répression en Tunisie, je me suis rendue à Tunis, pour y assister, comme observateur international, au procès de quelques 28 étudiants et professeurs qui devaient être traduits devant la Cour de Sécurité de l'Etat et devant le Tribunal Correctionnel de Tunis.

Deux autres observateurs étaient également présents, un avocat belge et un avocat suisse.

Il est à noter que les arrestations et enlèvements systématiques d'intellectuels marxistes ont débuté en 1973. Depuis cette date, ils font l'objet d'une répression permanente et il semble que le pouvoir (Exécutif, et par voie de conséquence, Judiciaire ...) s'acharne particulièrement sur ceux qu'il considère comme les "meneurs", tout est fait pour les "briser", moralement, et vaincre leur résistance.

C'est ainsi que parmi les 28 inculpés de ces deux journées, il y a deux hommes; Hamma HAMMAMI et Sadok BEN M'HENNI, qui sont en détention provisoire depuis septembre 1974, et dont le procès n'est que le prolongement de celui d'août de la même année puisqu'ils y avaient comparu devant la Cour de Sécurité de l'Etat. Ces deux hommes sont d'ailleurs poursuivis, pour les mêmes faits, devant deux juridictions différentes, le Tribunal Correctionnel et la Cour de Sécurité de l'Etat.

PROCEDURE ET DROIT

Tous sont poursuivis sur les mêmes chefs:

- Association illégale;
- Offense au chef de l'Etat;
- Divulgateion de fausses nouvelles;
- Provocation à la rébellion.

On sait déjà que le premier chef d'accusation est anticonstitutionnel puisque l'article 8 de la Constitution prévoit expressément la liberté d'association et d'opinion. Les avocats, et notamment, Me MARZOUK, avaient dès août 1974, soulevé l'incompétence de la Cour à connaître de cette poursuite dans la mesure où, aucun

contrôle de la constitutionnalité des lois n'étant prévu par la Constitution, il appartient aux tribunaux de l'ordre judiciaire d'exercer ce contrôle. La Cour, malgré tout, s'est déclarée compétente et la poursuite pour association illégale s'est trouvée, du même coup, devenir classique.

L'AUDIENCE DU 24 MARS

Procès prévu pour 9 heures du matin, cependant, ce n'est qu'à dix heures que les prévenus en détention sont amenés. Il s'agit de HAMMAMI et de BEN M'HENNI. Menottes au poignet, ils lèvent très haut le bras droit et forment avec leurs doigts la V de la victoire. On note, dans l'assistance cependant truffée de policiers de policiers en civil, un mouvement de sympathie qui restera discret, les familles se lèvent et tentent de toucher leurs enfants, elles seront immédiatement refoulées vers les bancs du public.

A 10 h 15; la Cour, trois magistrats et deux membres du Parlement Tunisien, fait son entrée. Les inculpés sont appelés un à un et s'agglutinent en rangs serrés devant la Cour. Il y a là une trentaine de personnes parmi lesquelles cinq femmes (dont deux sont d'ailleurs détenues dans des conditions atroces).

Me BEN NACEUR prend alors la parole au nom de toute la défense et demande un renvoi qu'il justifie par l'impossibilité dans laquelle lui et ses confrères ont été mis de prendre connaissance du dossier et de voir leurs clients. Il s'avère en effet que la plupart d'entre eux n'ont été saisis que la veille ou l'avant veille de l'audience par les familles et qu'à aucun moment le Parquet ne les a saisis ni mis en mesure de voir leurs clients. Les avocats sont unanimes à reconnaître que toutes ces "erreurs" et "oublis" sont voulus pour déjouer les droits de la défense et retarder les audiences, cependant ils avouent se sentir obligés de jouer le jeu, ils ne peuvent laisser passer ces violations délibérées des droits de la défense. La Cour acceptera la demande de renvoi et rendez-vous est pris pour le 7 juillet prochain.

Les détenus sont alors ramenés en quelques secondes par une nuée de policiers armés qui veillent à ce que personne ne puisse les approcher ou leur parler.

L'AUDIENCE DU 26 MARS 1975

Cette audience a lieu devant le Tribunal Correctionnel de Tunis. Comparaient aujourd'hui, HAMMAMI, BEN M'HENNI, ainsi que trois autres prévenus, tous détenus. Egalement prévu pour cette audience, le procès de Béhija DRIDI, jeune fille de vingt ans détenue depuis le 10 novembre 1974. J'ai eu avec son avocat un entretien durant lequel il a tenu à dénu à développer pour moi les conditions parti-

culièrement pénibles qui lui étaient faites tant sur le plan de sa détention que sur celui des poursuites dont elle fait l'objet et de la façon dont elle est jugée. Ici encore "erreurs", "oublis" et violations des droits de la défense sont accumulés. Béhija a été arrêtée le 10 octobre dernier alors qu'elle s'entretenait, dans un jardin public avec un homme qu'elle croyait étudiant comme elle. Il se disait intéressé par les cellules de réflexion que la jeune fille avait organisé, à l'intérieur de son lycée, sur la condition des étudiants. La police montée a alors surgi et a interpellé l'homme qui s'est enfui en tirant sur les policiers. Ceux-ci n'ont pas eu de mal à arrêter la jeune fille qui n'a opposé aucune résistance. La jeune fille est persuadée d'avoir été victime d'un guet-apens monté de toutes pièces! Elle s'étonne en effet de ce que l'homme en compagnie duquel elle était, au moment de son arrestation, n'ait toujours pas été retrouvé. On sait cependant qu'il avait fait, l'année dernière, l'objet d'une condamnation avec sursis. Béhija est donc poursuivie pour complicité de tentative d'assassinat, outre les inculpations classiques d'association illégale et d'offense au chef de l'Etat. Incarcérée depuis le 10 octobre dernier, elle est restée au secret durant 10 jours et depuis le 12 mars dernier, plus personne, pas même son avocat, n'avait de ses nouvelles. Elle semble faire l'objet d'une torture plus morale que physique, c'est ainsi qu'elle est régulièrement réveillée la nuit, quelque fois pour rien souvent pour voir un des gardiens faire mine de la violer tandis que deux autres gardiens surviennent et ceinturent le premier.

Elle ne peut communiquer avec personne et c'est par l'avocat que ses parents doivent passer pour avoir de ses nouvelles. Celui-ci, lui même s'est vu jusqu'à présent refuser toute visite, il ne peut qu'échanger avec elle une correspondance, bien sûr censurée.

C'est dans ces conditions qu'elle a comparu le 26 mars dernier devant le Tribunal Correctionnel de Tunis. Petite et frêle, elle s'est comportée avec dignité et courage, elle semble d'ailleurs avoir une grande force de caractère. Son avocat proteste avec vigueur contre les conditions de sa détention, les violations des droits de la défense, et demandera pour elle une liberté provisoire qui sera, bien évidemment refusée. Le Procureur, de son côté, demandera au Tribunal de se déclarer incompétent et de se désaisir. Il est suivi et rendez-vous est pris pour le 7 juillet prochain. Il semble donc que l'on ait l'intention, en haut lieu de joindre son affaire à celle de HAMMAMI, BEN M'HENNI et des autres inculpés du jour.

Les cinq autres inculpés entrent ensuite. Toujours le V de la victoire, et un policier (qui avait d'ailleurs été dénoncé par tous les inculpés comme tortionnaire) flanque à l'un d'eux un magistral coup de poing sur le bras pour le lui faire baisser. la scène a lieu devant le Tribunal qui fera semblant de ne rien voir ... Tous sont appelés à décliner leur identité puis s'assoient. Ils sont littéralement cernés par des policiers tant en tenue qu'en civil qui les surveillent jalousement. Me MARZOUK sera même rappelé à l'ordre pour les quelques mots qu'il échange avec ses clients et les traductions qu'il me fait au fur et à mesure des événements. Le Procureur prend alors la parole pour indiquer au Tribunal qu'il doit se désaisir. En effet, tous ces hommes sont poursuivis pour les mêmes faits devant deux juridictions différentes; le Tribunal correctionnel et la Cour de Sûreté de l'Etat, il y a donc connexité et litispendence.

L'ensemble de la Défense, qui n'ignore pas que tous ces errements de procédure sont en réalité des manoeuvres dilatoires, protestera avec véhémence contre le procédé mais elle est bien obligée de se conformer à la thèse du Parquet et demandera aussi le dessaisissement du Tribunal, elle ne peut courir le risque de voir les inculpés faire l'objet de deux jugements différents, qui selon toute probabilité, pourraient se cumuler. Le Tribunal décide donc de se déclarer incompétent et l'affaire sera renvoyée devant le Procureur qui prendra les réquisitions qu'il désire, selon toute vraisemblance, l'ensemble de l'affaire sera envoyée devant la Cour de Sûreté de l'Etat le 7 juillet prochain.

EN CONCLUSION

Tout comme les confrères qui m'ont précédés en Tunisie dans des missions d'observateurs judiciaires, j'ai été frappée par la collision évidente entre l'exécutif et le judiciaire. C'est ainsi que ces deux jours "d'audience" me sont apparus comme une mise en scène grotesque au cours de laquelle on ne prend même plus de précautions pour donner une apparence de légalité au procès (salle d'audience fliquée, avocats et inculpés rabroués ouvertement par la police ...)

Il semble que Procédure Pénale et Droits de la Défense soient totalement restés lettre morte au cours de ces deux jours, bien que la Défense se soit comportée avec un courage exemplaire et qu'à aucun moment je ne l'aie sentie se laisser

aller à la complicité.

La police est présente partout, depuis l'arrestation des prévenus qu'elle "arrange" à la rigueur, jusque dans la salle d'audience où elle contrôle inculpés, avocats et assistance, en passant bien sûr, par les locaux de la D.S.T. où elle torture.

DEMOCRATES FRANCAIS, IMMIGRES, CONDAMNONS AVEC FORCE L'EXISTENCE
A MARSEILLE D'UNE PRISON CLANDESTINE POUR LES TRAVAILLEURS ETRANGERS
EN FRANCE!

DENONCONS LE SILENCE VILE, COMPLICE, PROVOCATEUR ET INQUIETANT
DES AUTORITES CONSULAIRES INTERESSES EN FRANCE!

DEMASQUONS LES FAUSSES ET DEMAGOGIQUES PROMESSES DU GOUVERNEMENT
FRANCAIS A RESOUDRE CERTAINS PROBLEMES DE L'IMMIGRATION!

SOYONS TOUS VIGILANTS, FACE AUX EXPULSIONS ET A L'ARBITRAIRE!

LA JOURNEE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE AVEC LES
PRISONNIERS POLITIQUES EN TUNISIE : 22 MARS 1975 .

- o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o -

Le 22 mars, les Comités de défense des victimes de la répression en Tunisie, des diverses villes de France, ainsi que ceux de Bruxelles et de Suisse, avaient pris l'initiative de réaliser une journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques en Tunisie .

A cette occasion plusieurs manifestations ont donc eu lieu :

- à LYON : conférence de presse .

- des meetings se sont tenus : à NICE le 14 mars

 - à MONTPELLIER le 19 mars

 - à BRUXELLES, GRENOBLE et PARIS , le 22 mars.

- le meeting de PARIS, à la Cité Universitaire, a rassemblé 500 à 600 personnes qui ont exprimé leur soutien matériel et moral à la cause des prisonniers politiques. De nombreux messages, que nous publions plus loin, avaient été envoyés par de nombreuses organisations syndicales et politiques, tunisiennes, arabes, étrangères et françaises, exprimant une très large solidarité internationale.

INTERVENTION DU COMITE D'INFORMATION et de DEFENSE des VICTIMES
de la REPRESSION EN TUNISIE de PARIS .

- o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o -

Notre meeting, organisé par le comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie, par le C.S.P. (Comité de Section Provisoire) et par l'U.T.I.T. (Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens) se tient dans le cadre de la journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques en Tunisie. Simultanément d'autres actions sont menées en Belgique, en Suisse et dans plusieurs villes de France pour le même but.

L'organisation de cette journée est conforme à nos objectifs fondamentaux : informer les plus largement possible sur les luttes des masses populaires en Tunisie et dénoncer activement la répression sous toutes ses formes qui s'abat sur le peuple en lutte pour la démocratie, la liberté et l'indépendance.

Le choix de la date n'est pas fortuit : en effet, la date du 20 mars correspond à l'anniversaire de la pseudo-indépendance.

D'autre part, nous sommes à la veille d'un autre procès.

Le procès du 24 mars est une série de 3 Procès :

- le procès du 24 mars : il concerne 25 militants condamnés par défaut à 2 ans de prison lors du dernier procès d'août 74 où 202 militants ont comparu devant la cour de sûreté de l'Etat. Ces militants n'ont jamais été informés qu'ils étaient l'objet de poursuites judiciaires. Ils ont fait appel de ce jugement le 2 décembre 74 et vu le manque d'instruction ou plutôt le non-sens de l'accusation des bourreaux, le procès a été reporté au 24 mars.

- le procès du 25 mars : il concerne 2 militants : Melle Bahija DRIDI et Mohamed KILANI. Ils sont accusés à tort d'avoir "agressé" un agent de police. En fait, ils se sont bornés à se défendre.

- le procès du 26 mars : il concerne 12 militants, pour la plupart condamnés par défaut également lors du procès d'août 74 à 2 ans de prison ferme.

Camarades et amis,

ces procès préfabriqués sont devenus chose courante dans la Tunisie de Bourguiba et leur nombre croissant (plus de 400 procès en 19 ans de pouvoir

répressif) montre l'escalade de la répression fasciste d'un pouvoir antipopulaire, antidémocratique et valet de l'impérialisme.

Ces camarades vont grossir les rangs des dizaines de détenus politiques dans les geôles du pouvoir.

Il est bon de rappeler les conditions pénibles de détention des prisonniers et leurs luttes .

Ce sont des militants appartenant pour la plupart à des organisations politiques et condamnés lors des différents procès à de lourdes peines allant jusqu'à 20 ans de prison (Janvier 63, septembre 68, août 74, décembre 74).

Qu'il s'agisse de leur arrestation, des interrogatoires, des accusations portées contre eux (complot...) du déroulement de leur procès, c'est la violation la plus flagrante des libertés démocratiques selon l'article 8 de la Constitution tunisienne.

Par exemple : les accusations : toute expression d'opinion politique devient aux yeux du pouvoir un complot contre la sûreté de l'état. Le droit de s'organiser est nié dans les faits. La simple information sur les luttes populaires par des militants est considérée comme délit et passible de 3 ans de prison.

les interrogatoires : non seulement le droit à la défense est totalement bafoué (pas d'assistance d'avocat), mais la torture devient systématique dans les "villas" tristement célèbres Mabrouk I et II et dans les locaux de la D.S.T. . De plus, les méthodes utilisées par les tortionnaires sortis des écoles de la C.I.A. sont de plus en plus "perfectionnées" et de plus en plus barbares. Ainsi, dernièrement, 19 arrestations ont eu lieu et parmi les militants arrêtés, certains ont été transférés à plusieurs reprises à l'hôpital militaire à la suite des tortures subies qui en disent long sur la sauvagerie des méthodes.

au cours des procès : tous les observateurs internationaux qui ont assisté aux différents procès et tous les rapports des avocats mandatés par des organisations internationales, sont unanimes pour confirmer qu'il s'agit de parodies de justice et que les droits élémentaires de défense sont délibérément ignorés.

De plus nous rappelons les pressions exercées sur les avocats pour les dissuader de défendre les détenus politiques.

Le régime destourien devient de plus en plus célèbre dans l'interprétation des lois, ne respectant aucune tradition judiciaire et aucune loi. C'est ainsi

qu'il s'est rétracté... la mesure de grâce manistiane accordée à 5 condamnés du procès de septembre 68 : c'est un fait unique dans les annales de la jurisprudence.

Camarades et amis, les conditions de détention de nos camarades sont extrêmement pénibles : froid, humidité, nourriture défectueuse et insuffisante, infrastructure sanitaire inexistante ce qui a provoqué chez les détenus les maladies classiques des prisons : maladies nerveuses, maladies des bronches, des reins, rhumatismes, ulcères d'estomac et surtout les maladies dues aux séquelles des tortures : il est évident qu'aucun soin n'est apporté aux détenus. En plus les manoeuvres et les tracasseries de l'administration pénitentiaire s'ajoutent à ces conditions pour briser le moral inébranlable des prisonniers : tous les moyens sont bons : isolement dans des cellules individuelles, restriction du courrier (certains prisonniers sont restés pendant des mois sans papier, sans crayon comme G. Nacache ou A. Ben Othman...), des visites (à travers, 2 grilles et un mur); les livres sont donnés au compte-goutte et mettent des mois et des mois à parvenir après une censure très sévère. Dans le but de les couper totalement de la vie extérieure, il leur est interdit de recevoir les journaux même nationaux ou d'écouter la radio.

Face à cette situation, nos camarades se sont dressés pour lutter contre ces conditions inhumaines de détention. Les grèves de la faim, seule arme des prisonniers, sont de plus en plus nombreuses, témoignant du courage et de la détermination des militants à continuer le combat même dans les geôles du pouvoir en exigeant un statut de détenu politique. (par statut politique, on entend les conditions de détention plus humaines : droit de visite, aux journaux, à la radio, chaises, tables).

C'est ainsi que le pouvoir a dû reculer devant la dernière grève de la faim au début de février pour accorder une amélioration minime : des lits et la fin de l'isolement de Ahmed Ben Othman.

La lutte des prisonniers dans les geôles du destour n'est pas isolée de leurs luttes devant les tortionnaires de la D.S.T., devant les tribunaux du pouvoir.

La lutte des détenus pour un statut politique s'inscrit dans le cadre de la lutte des masses populaires pour la démocratie, la liberté et l'indépendance. Actuellement ces luttes se multiplient, en particulier chez la classe ouvrière

(et dans une moindre mesure chez les étudiants). De plus amples informations seont données dans les interventions suivantes. Quant à nous, nous voulons insister sur un aspect bien précis: c'est celui de la réponse du pouvoir réactionnaire à ces luttes, celui de la répression vis à vis des masses populaires comme vis à vis des militants.

Depuis 19 ans d'indépendance", face aux luttes, la répression a toujours été la seule réponse aux aspirations légitimes du peuple; non seulement, ces 19 ans ont été jalonnées par des prodès, mais encore par des interventions parfois sanglantes de l'appareil policier, des B.O.P. et des militaires. Les exemples ne manquent pas : rappelons pour mémoire le youssefisme, la répression des paysans à Ouardanine et M'saken, la répression contre la classe ouvrière à Sidi Fathallah, et récemment en 1973 lors de la grève de la S.N.T. la mort de 2 ouvriers : K. Nefzi et Trebelsi.

Actuellement la répression s'accroît encore plus, le pouvoir réactionnaire, fondamentalement en crise d'une part, est incapable de résoudre les aspirations anti-impérialistes, pour le pain et la liberté, des masses populaires, et d'autre part pour des raisons conjoncturelles, bénéficie d'un sursis sur le plan économique et politique si bien qu'il renforce sa répression et l'accroît non seulement vis à vis des militants dans le but de briser toute organisation et toute velléité de mouvement, mais également envers les masses populaires surtout dans les foyers de lutte

Ainsi, dans la classe ouvrière "coupable" seulement de pratiquer son droit de grève (que Bourguiba a osé stigmatisé dans son dernier discours alors qu'il est autorisé par la Constitution [article 8]). Ces dernières luttes quasi-quotidiennes (SOTUVER, Saïda, Coplancel, Coca-Cola, Kasserine...). La réponse du pouvoir face aux revendications légitimes : ce sont les B.O.P., les flics, les arrestations, la répression la plus sauvage. Citons 2 cas pour mémoire : à Kasserine, 2 ouvriers ont eu les jambes brisées à la suite d'une offensive de la police; à l'usine de biscuiterie Saïda, des ouvrières ont été blessées dont une femme enceinte.

Dans le milieu enseignant, à la suite de la grève du 28 janvier pour exiger la réintégration des 5 exclus condamnés au procès d'août 74, et pour des revendications matérielles, 36 enseignants ont été soit suspendus, soit renvoyés pour avoir pratiqué leur droit démocratique. Quant aux étudiants, à la suite des différentes luttes ou mouvements récents, le pouvoir a répondu par des arresta-

tions dans les rangs des militants étudiants, et récemment par l'envoi de 120 étudiants au service militaire.

Ainsi la répression a pris des formes multiples, allant des simples rafles jusqu'aux tortures les plus barbares, atteignant les différentes couches de la population et s'acharnant en particulier contre les militants pour empêcher le peuple de créer ses propres organisations.

Les prisonniers politiques sont les victimes de la répression car leur combat avait pour but l'indépendance du pays, le pain et la liberté; c'est pour cela qu'on les réprime.

Nous terminons par un appel insistant pour que les démocrates français et tunisiens anti-impérialistes rejoignent le comité de défense car ses tâches sont multiples et ses forces sont faibles.

De plus nous demandons à tous les démocrates de nous aider à informer le plus largement possible sur la répression, sur la situation des détenus politiques, à détruire cette image mythique du régime bourguibiste, enfin de nous aider sur le plan financier par l'envoi de colis, de médicaments...

- VIVE LE COMBAT POUR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES .

- EXIGEONS LA LIBERATION DES DETENUS POLITIQUES .

- EXIGEONS UN STATUT POLITIQUE POUR LES DETENUS POLITIQUES .

MESSAGE DU " TRAVAILLEUR TUNISIEN "

- o - o - o - o - o - o - o -

Camarades et amis,

Au nom du "Travailleur Tunisien", organisation marxiste-léniniste tunisienne, nous saluons tous les participants à ce meeting et remercions le comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie de nous avoir permis de vous adresser ce message.

Camarades et amis, face à la lutte des ouvriers et d'autres couches de notre peuple, le pouvoir destourien aggrave sa répression. La répression des grévistes des usines de cellulose et de fabrications de papier à Kasserine, la répression des enseignants des établissements secondaires ayant participé à la grève du 28 janvier, les dernières arrestations et incorporations des étudiants, élèves et professeurs ainsi que la préparation de 3 procès successifs de militants marxistes-léninistes patriotes et démocrates, au cours du mois de mars, prouvent une fois de plus le visage anti-populaire du régime qui tente à la fois, mais en vain de briser les luttes démocratiques et nationales des ouvriers et des autres classes et couches de notre peuple et de freiner le renforcement des liens du mouvement marxiste-léniniste avec les ouvriers et le peuple.

Bourguiba a qualifié les luttes et les actions populaires de "coup de poignard dans le dos du régime" parce qu'elles découragent les impérialistes de venir investir leurs capitaux en Tunisie. Il est donc clair que la répression aujourd'hui du mouvement démocratique et populaire, comme celle d'hier, a pour but de maintenir notre pays ouvert aux sociétés impérialistes conformément à la politique du gouvernement Nouira.

La répression qu'exerce le pouvoir destourien contre les masses en lutte et son acharnement contre le mouvement marxiste-léniniste est à la mesure de la peur que lui inspire la radicalisation du mouvement démocratique et populaire et le développement du mouvement révolutionnaire tunisien.

En effet depuis la répression barbare de novembre 73, le mouvement révolutionnaire marxiste-léniniste tunisien a enregistré des progrès notables sur le plan idéologique, politique et organisationnel :

- Sur le plan idéologique : malgré la chasse aux sorcières que fait le régime à l'encontre des démocrates, des patriotes et des marxistes-léninistes en particulier et malgré les multiples procès iniques intentés à l'encontre du mouvement

national et démocratique et particulièrement à l'encontre de notre organisation, malgré toute cette terreur, le mouvement révolutionnaire a pu résister à toutes les campagnes de répression en fusionnant davantage avec les luttes populaires et en continuant toujours le combat de plus belle et sachant affronter courageusement l'atmosphère de terreur que veut instaurer le régime policier de Bourguiba dans notre pays.

- Sur le plan politique, l'ensemble du mouvement national et démocratique et notre organisation a requis à travers une longue expérience, une maturité et un niveau de clarification politique qui ouvre devant nous tous des perspectives nouvelles et un avenir radieux pour le combat que mène notre peuple pour la démocratie et l'indépendance réelle, étape transitoire vers la construction d'une société socialiste où l'exploitation de l'homme par l'homme sera bannie à jamais.

Mais le développement du mouvement populaire et l'ampleur de la répression nous enseignent aujourd'hui des tâches encore plus importantes, afin de pouvoir affronter les campagnes répressives de ce régime policier et ceci en clarifiant davantage notre ligne politique, en corrigeant nos erreurs et en redoublant notre vigilance.

Nous sommes persuadés que l'ensemble du mouvement révolutionnaire s'attellera courageusement à cette tâche. Quant à nous, nous nous sommes engagés à oeuvrer intensément au renforcement du mouvement national et démocratique, tunisien et arabe, contre l'hégémonisme, l'impérialisme et la réaction locale et de dénoncer les plans criminels qui visent à maintenir nos peuples à leur soumission et particulièrement ceux des 2 supergrands qui ne perdent aucune occasion au nom d'une fausse paix au Moyen-Orient, que ce soit par la politique des "petits pas" de l'impérialisme américain ou le projet de "mini état palestinien" que cherche à imposer le social-impérialisme soviétique au grand peuple palestinien et aux autres peuples arabes.

- VIVE LA LUTTE DE NOTRE PEUPLE POUR LE PAIN, LA LIBERTÉ ET L'INDEPENDANCE NATIONALE .

- VIVE LA LUTTE DES PEUPLES ARABES ET DES PEUPLES DU MONDE CONTRE L'HEGEMONISME, L'IMPERIALISME ET LA REACTION LOCALE.

- EXIGEONS LA LIBERATION DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES.

MESSAGE DE SOLIDARITE DU MOUVEMENT D'UNITE POPULAIRE .

- o - o - o - o - o - o - o - o - o -

Camarades et amis,

Face au développement du processus de fascisation dans notre pays, le Mouvement d'Unité populaire apporte son plein soutien aux militants que la réaction au pouvoir frappe de plus en plus sauvagement.

La répression qui se développe en Tunisie a des causes bien connues : il s'agit pour la réaction au pouvoir d'étouffer les aspirations et les revendications légitimes des travailleurs, de la jeunesse et de l'ensemble des masses populaires à une Tunisie nouvelle, à une Tunisie indépendante, à une société juste.

Pour consolider le système favorable à ses intérêts, la réaction au pouvoir recourt à l'étouffement systématique des libertés démocratiques et à la transgression des droits les plus élémentaires de l'homme et frappe sans répit les travailleurs en lutte, les démocrates et les progressistes.

Les récents procès des 202 puis de 31 militants en août et décembre 1974, celui, dans 2 jours, de 25 autres militants jalonnent les luttes populaires en Tunisie, luttes ponctuées par les grèves ouvrières quotidiennes, les manifestations paysannes, les actions de la jeunesse et récemment la grande grève des enseignants du secondaire.

Le Mouvement d'Unité populaire n'a cessé d'être moralement et matériellement aux côtés de tous ceux qui luttent pour une Tunisie démocratique et aux côtés des militants détenus qui nous donnent à tous l'exemple de leur combattivité de leur résistance et de leur courage. Le Mouvement d'Unité Populaire se félicite de toute action ayant le même objet et notamment les initiatives des comités de Paris, de province, de Belgique et de Suisse.

MESSAGE DE L'ORGANISATION DES DEMOCRATES TUNISIENS "EL HOURRYA".

- o - o - o - o - o - o - o - o -

Camarades et militants, A l'occasion de la Journée Internationale de Défense des détenus politiques en Tunisie, l'Organisation des Démocrates Tunisiens exprime sa solidarité et celle de ses militants aux détenus politiques en Tunisie quelle que soit leur obédience politique et condamne vivement la politique

répressive que pratique le pouvoir dictatorial bourguibien depuis sa naissance. La lutte pour le respect de l'application des libertés démocratiques, et en premier lieu la liberté d'organisation politique qui est le but premier vers lequel tendent les forces démocratiques de notre pays.

La réalisation de cet objectif n'est possible que dans la mesure où toutes les composantes de l'opposition tunisienne sortent de leur isolement et que la représentativité de l'opposition n'est plus accaparée par une seule d'entre elles. Ces dernières doivent se regrouper dans un large front national pour réaliser les principaux objectifs de la lutte de nos masses, dont le but premier est la liberté d'organisation politique et syndicale, la liberté d'expression et de presse. L'Organisation des Démocrates Tunisiens, "El Hourrya", proposant ce mot d'ordre pour cette étape, ne ménagera aucun effort pour le réaliser pour le bien de nos masses populaires et de leurs forces démocratiques.

DECLARATION DES ETUDIANTS COMMUNISTES TUNISIENS .

- o - o - o - o - o - o - o - o - o - o -

NON A LA REPRESSION . POUR LE RESPECT DES LIBERTES DEMOCRATIQUES EN TUNISIE.

A Tunis, plus d'une vingtaine de personnes sont incarcérées depuis quelques dix jours. Mises au secret, elles n'ont pu contacter ni leurs familles, livrées aux plus vives inquiétudes, encore moins leurs avocats. Au même moment à Sfax, une dizaine de jeunes ont été condamnés à des peines allant jusqu'à 2 ans de prison. Ils sont accusés de distribution de tracts et d'inscriptions sur les murs. Les victimes de l'arbitraire ont renié le chef d'inculpation.

Voilà quelques exemples, parmi les derniers, du triste bilan répressif du régime procapitaliste et antidémocratique en Tunisie. On est bien loin des déclarations officielles qui veulent accréditer l'idée d'un pouvoir "tolérant" et d'une vie "démocratique intense". En fait, autoritarisme et répression ont été érigés en méthode de gouvernement. L'interdiction du parti communiste tunisien en 1963 ainsi que de la presse démocratique, la caporalisation des organisations syndicales, la loi anti-grève, les poursuites policières et judiciaires, les tortures..., tant de forfaits contre la démocratie, contre le peuple travailleur de Tunisie et de sa jeunesse que le pouvoir tente par tous les moyens de camoufler et de jeter dans le tiroir des oubliettes et qui constituent autant de démentis à sa fourberie.

Ni la répression, ni la démagogie ne peuvent et ne pourront faire reculer le profond mécontentement des victimes de l'orientation capitaliste du gouvernement tunisien, orientation qui menace notre indépendance et aggrave les conditions de vie des couches de plus en plus larges de notre peuple. Seul le respect et l'élargissement des libertés démocratiques et syndicales ainsi qu'une politique assurant un véritable développement national, économiquement social peuvent résoudre les graves problèmes que notre pays rencontre.

Sûr de traduire les sentiments profonds de notre peuple, les étudiants communistes tunisiens :

- condamnent énergiquement la répression qui s'abat sur les forces progressistes et démocratiques en Tunisie.
- appellent tous les étudiants tunisiens ainsi que l'opinion démocratique internationale à exiger la libération de tous les détenus politiques et le respect des libertés syndicales et politiques en Tunisie.

MESSAGE DU COMITE DE SOUTIEN A LA REVOLUTION EN OMAN .

- o - o - o - o - o - o - o - o - o - o -

Camarades, le Comité de soutien à la Révolution en Oman tien à saluer votre meeting et à exprimer sa solidarité avec le peuple tunisien dont la volonté de lutte ne saurait être arrêtée par la répression du régime bourguibiste. Si toutes les couches du peuple tunisien entrent en lutte, en Oman, dans un autre pays arabe, le peuple a pris les armes depuis 10 ans pour chasser les impérialistes et renverser le fantoche Qabous.

- A l'heure où après l'échec de l'offensive anglo-iranienne de janvier dans la zone ouest de la province libérée du Dhofar, on peut s'attendre à une nouvelle escalade des opérations militaires,
- à l'heure où les effectifs iraniens viennent d'être doublés et portés à 20 000 soldats,
- à l'heure où le boucher Hussein vient d'envoyer un bataillon en Oman et de faire cadeau de plus de 30 chasseurs au sultan,
- à l'heure où l'impérialisme américain vient de s'engager directement dans le conflit en envoyant des armes et des conseillers en Oman et en prenant possession de la base navale située dans l'île ommanite de Masirah,

nous devons renforcer notre soutien au peuple d'Oman. Les tentatives de l'impérialisme d'étouffer la révolution omanie se passent avec la complicité de certains régimes arabes qui interviennent eux aussi en observant le silence. On connaît les liens personnels existant entre le fantoche Qabous et Bourguiba. Le Comité de soutien à la Révolution en Oman appelle tous les anti-impérialistes à se joindre à son action pour que la preuve soit apportée à l'impérialisme que la lutte du peuple omani n'est pas isolée.

- VIVE LA JUSTE LUTTE DU PEUPLE ARABE D'OMAN, DIRIGÉE PAR LE FRONT POPULAIRE DE LIBÉRATION D'OMAN.

- HALTE À L'AGRESSION IRANIENNE .

- UN PEUPLE EN ARMES NE PEUT ÊTRE VAINCU .

VIVE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE.

MESSAGE DE L'U.N.E.M. (Union Nationale des Etudiants du Maroc),

- o - o - o - o - o - o - o - o

Camarades,

Notre lutte est une? En Tunisie comme au Maroc, le pouvoir réactionnaire ne cesse de renforcer son appareil policier, des procès politiques sont montés de toute pièce. La répression féroce est le lot de tout militant progressiste. L'Union Nationale des Etudiants du Maroc, dissoute par simple décret ministériel et qui a pu dénier l'intimidation dirigée à son encontre, dénonce énergiquement en cette journée de soutien aux prisonniers politiques, la répression s'abattant sur le peuple tunisien, exprime son soutien indéfectible aux luttes des masses laborieuses tunisiennes et exige les libertés démocratiques pour l'ensemble du peuple tunisiens et la libération de tous les détenus politiques.

- À BAS LE RÉGIME RÉACTIONNAIRE TUNISIEN

- VIVE LA LUTTE DU PEUPLE TUNISIEN.

MESSAGE DE L'UNION GENERALE DES ETUDIANTS DE PALESTINE.

- o - o - o - o - o - o - o - o - o

Camarades et amis,

Au nom de l'Union Générale des Etudiants de Palestine en France, je salue ce meeting qui se tient dans le cadre de la journée internationale contre la répression en Tunisie. Je réaffirme à cette occasion la position de soutien absolue de notre organisation à la juste lutte courageuse que mènent mes camarades tunisiens contre le pouvoir répressif de Bourguiba et de sa clique.

Camarades et amis, il est indispensable de signaler tout d'abord que la scène politique en Tunisie est marquée par un mouvement de masse qui se développe de plus en plus. Ce développement est dû, bien évidemment, à une nouvelle escalade dans la lutte des forces progressistes et patriotiques tunisiennes contre le régime et contre sa politique à tous les égards. On signale, d'autre part, que pendant la période préparatoire du 9e Congrès du Parti destourien, le régime avec toutes ses institutions et organismes, a dépensé plusieurs millions de dinars pour les gaspiller dans une longue série de fêtes et de célébrations à Tabarka, Carthage, Hammamet et autres. Tout cela était marqué par une importance particulière donnée à la personnalité du président lui-même. Entretemps, le pays a connu une large opération de répression, la plus féroce depuis 10 ans. C'est ainsi que des centaines de militants ont été arrêtés et sauvagement torturés. Ajoutons à ceux-ci les quelques 202 militants accusés de complot contre le régime.

Cette nouvelle campagne de répression collective a 2 objectifs : d'une part, c'est une mesure prise à l'avance pour dissuader tout soulèvement populaire; d'autre part, c'est une tentative pour liquider toute opposition au sein du parti au pouvoir, dont l'objectif principal est de réaliser l'unité de tous les éléments et les cadres du parti autour de sa direction. Cette mesure était indispensable pour que le régime puisse faire face aux soulèvements des masses.

Mais ce sont les forces patriotiques révolutionnaires qui inquiètent en réalité le régime. Bourguiba lui-même s'est adressé au dernier congrès du parti en disant: "si je disparaissais avant le prochain congrès, veillez avant tout à ce que vous restiez unis". El Hedi Nour, de sa part, a bien exprimé le but réel pour lequel le dernier congrès s'est tenu lorsqu'il a attiré l'attention sur ce qu'il a appelé "la sécurité du pays et la sécurité contre les dangers."

Quelle sécurité et quels dangers ? La réponse c'est bien sûr la sécurité du régime et les dangers, les forces patriotiques et progressistes.

A l'étape actuelle, il y a des agitations populaires organisées qui ont effrayé le pouvoir et l'ont poussé à répondre par la répression, croyant que celle-ci est le seul moyen de liquider le mouvement patriotique et progressiste révolutionnaire. Mais l'histoire nous a toujours appris que la répression n'arrive jamais à freiner un mouvement populaire tant que celui-ci marche dans la bonne direction. Bien au contraire, la répression rend le mouvement patriotique et progressiste beaucoup plus solide et lui permet d'évaluer selon la loi révolutionnaire : "la violence produit la violence, et la victoire ne peut être baptisée que par le sang". Sans doute la prise de conscience des forces révolutionnaires de leurs tâches dans le but de constituer le front national avec la participation des masses devient capable de jouer un rôle essentiel pour profiter davantage des contradictions qui existent au sein du pouvoir et du parti.

Camarades et amis, en ce qui concerne la politique du régime de Bourguiba envers la cause palestinienne, il est important de signaler que Bourguiba fut le premier dirigeant arabe qui ait demandé ouvertement la reconnaissance d'Israël. Il a dit dans une de ces déclarations que les palestiniens devaient considérer les Israéliens en tant que frères et parvenir avec eux à une paix juste et durable. D'autre part, dans une lettre que Bourguiba a envoyé à Nahim Goldman, président du Conseil Sioniste Mondial, il a écrit ceci : "La Palestine ne nous intéresse pas nous les Tunisiens. Nous, ce qui nous intéresse, c'est le danger communiste. Il n'y a aucun danger pour la Tunisie à ce qu'Israël soit présent dans la région."

MESSAGE DES ETUDIANTS IRANIENS EN FRANCE .

- o - o - o - o - o - o - o - o -

Camarades, Au nom de tous les étudiants progressistes iraniens en France, nous saluons la journée du 22 mars, journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques en Tunisie. Le peuple tunisien, épris de paix, lutte courageusement depuis 1956 contre l'impérialisme et son valet : le régime réactionnaire destourien, pour la démocratie véritable et l'indépendance nationale. Le peuple tunisien, riche d'un passé de luttes anti-colonialistes et révolutionnaire continue sans relâche et avec abnégation son combat national pour renverser le joug de l'impérialisme

et le "valet suprême" Bourguiba, et cela malgré la répression féroce qui tousse toutes les couches populaires laborieuses. L'Union des Etudiants Iraniens en France déclare ici solennellement son soutien total et indéfectible au mouvement de libération national tunisien.

Camarades, le régime réactionnaire destourien réprime sauvagement tout mouvement révolutionnaire en Tunisie : liquidation du mouvement national youssefiste, répression dans les milieux progressistes et anti-impérialistes etc... Tout comme en Iran, en Tunisie aussi, la torture et les procès politiques sont devenus monnaie courante (procès de 1962, Septembre 68, août et décembre 74...). En Iran, 300 exécutions politiques depuis 1971, et 45 000 prisonniers politiques gisant dans les cachots de la Savak.

Tout comme en Iran, les prisonniers politiques en Tunisie, résistent avec détermination face aux conditions inhumaines des prisons et aux tortures... L'Union des Etudiants Iraniens en France soutient totalement la lutte des prisonniers politiques tunisiens, condamne avec toute sa force le régime tyrannique et tortionnaire destourien et exige la libération de toutes les victimes de la répression en Tunisie.

Camarades, en Iran, notre peuple poursuit sa lutte anti-impérialiste dans des conditions très difficiles de la répression et du fascisme. Malgré les prisons, les tortures et le poids énorme de la machine militaire, le peuple iranien continue dans tous les domaines son combat pour renverser le régime archi-dictatorial du chah d'Iran, et pour instaurer un ordre démocratique et progressiste. Récemment, le caractère fasciste du régime iranien a pris une nouvelle dimension par la fondation par le Chah lui-même d'un parti unique. Tous les autres partis sont interdits et tous les Iraniens et surtout les travailleurs et les intellectuels doivent ou bien adhérer à ce parti ou bien quitter définitivement le pays. En cas de refus d'adhérer au parti de sa majesté, c'est la prison qui les attend.

Il est à noter que les 4 partis dont 3 d'opposition jouaient simplement le rôle de l'opposition. Pour adhérer à ce parti unique il faut accepter l'ordre monarchiste; bref, un nouveau pas est franchi pour le régime iranien dans le sens d'une fascisation plus poussée. Cette nouvelle mesure met ainsi en évidence ce fiasco total de la politique du chah visant à se donner une base populaire. L'histoire du mouvement anti-impérialiste iranien et la situation actuelle de la lutte révolutionnaire en Iran montrent clairement que notre peuple ne se laisse jamais duper par la propagande et la démagogie fascistes du régime. La clique du chah ne pourra s'appuyer que sur une petite minorité des classes dominantes à la solde du capital interna-

tional. Le peuple iranien saura déjouer ce nouveau complot et tracer son chemin vers la liberté et la démocratie réelle pour les masses laborieuses.

Camarades, la solidarité entre les peuples arabes et iranien datent de longtemps. Dans l'histoire récente, elle s'est exprimée à plusieurs reprises à l'égard du vaillant peuple palestinien dans sa juste lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction arabe.

Depuis, l'intervention de l'armée du Chah en Oman, pour réprimer la révolution du vaillant peuple omani, le peuple iranien a exprimé à plusieurs reprises son mépris à l'égard de cette invasion barbare et sa solidarité avec la révolution en Oman, l'avant-garde du mouvement révolutionnaire dans le golfe.

Aujourd'hui le soutien à la révolution omanie, la dénonciation des différents complots impérialo-réactionnaires contre cette révolution est notre devoir anti-impérialiste le plus important.

- VIVE LA LUTTE HEROIQUE DU PEUPLE PALESTINIEN POUR LA LIBERATION DE LA TOTALITE DE LA PATRIE USURPEE.

- VIVE LA REVOLUTION DU PEUPLE OMANI. LA GUERRE DU PEUPLE EST INVINCIBLE.

- A BAS L'IMPERIALISME ET LES REGIMES REACTIONNAIRES A SA SOLDE : LE REGIME DESTOURIEN ET LE REGIME FASCISTE DU CHAH .

- VIVE LA SOLIDARITE ANTI-IMPERIALISTE DES PEUPLES TUNISIEN ET IRANIEEN .

MESSAGE DES COMITES INDOCHINE - PALESTINE .

- o - o - o - o - o - o - o

Camarades, les Comités Indochine-Palestine saluent votre meeting et tiennent à marquer leur soutien avec le peuple tunisien victime de la répression du régime bourguibiste allié de l'impérialisme.

Si la répression en Tunisie touche de nombreuses couches sociales, paysannerie, classe ouvrière, jeunesse, intellectuels, c'est que le peuple tunisien est entré avec détermination en lutte contre le pouvoir réactionnaire. Cette répression montre que l'assise du régime est mince et que tôt ou tard, le peuple tunisien en finira avec ce pouvoir et la domination de l'impérialisme.

Les comités Indochine-Palestine se déclarent solidaires de l'action du Comité d'Information et de Défense des victimes de la répression en Tunisie. Ils condamnent avec vigueur la répression exercée par le régime et se déclarent solidaires des prisonniers politiques en Tunisie.

- HALTE A LA REPRESSION ET LA TORTURE EN TUNISIE .
- SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE TUNISIEN .

MESSAGE DU CENTRE D'INFORMATION SUR LES LUTTES ANTI-IMPERIALISTES

0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0

Chers amis, chers camarades,

Le CILA tient à exprimer sa pleine solidarité aux luttes glorieuses que le peuple tunisien développe pour l'indépendance et la liberté:

Nos deux pays et nos deux peuples ont des intérêts communs dans la lutte contre l'hégémonisme des deux super puissances, l'URSS et les USA.

Leurs flottes de guerre, agressives, suréquipées, en pleine expansion, sillonnent la méditerranée pour menacer les pays de cette région d'une moderne diplomatie de la canonnière.

Leur rivalité de plus en plus âpre pour la domination du monde fait peser sur tous, en particulier sur les pays d'Europe, du Moyen-Orient, de la méditerranée, la menace chaque jour plus précise d'une troisième guerre mondiale.

Dans ce contexte, les pays développés du second monde et ceux du Tiers Monde ont intérêt à resserrer leurs liens pour lutter contre le diktat des deux grands brigands internationaux en édifiant un vaste front uni mondial contre l'hégémonie des superpuissances.

Mais si le Tiers monde est bien la force motrice et principale de ce front, en son sein ce sont les masses populaires qui constituent la force principale de la lutte anti-impérialiste.

En refusant de satisfaire les légitimes revendications économiques et démocratiques du peuple tunisien, en emprisonnant, réprimant, torturant les patriotes, le gouvernement Bourguiba choisit son camp : celui des forces qui entendent affaiblir la puissance du front uni mondial contre l'hégémonisme. Les intérêts qu'il défend ainsi n'ont rien à voir avec ceux du peuple tunisien.

C'est pourquoi le CILA joint sa voix à celles de tous les patriotes et anti-impérialistes qui:

- Exigent la libération immédiate de tous les emprisonnés politiques
- Exigent que soit mis fin à la brutale répression qui s'abat sur le peuple tunisien, et la satisfaction de toutes ses légitimes revendications économiques et politiques.

Vive la lutte du peuple tunisien pour l'indépendance et la liberté.

Vive le Front uni mondial contre l'impérialisme et l'hégémonisme.

MESSAGE DE LA CFDT - UNION DES SYNDICATS DE PARIS

- o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o - o -

Voulant répondre à votre appel concernant le meeting que vous tenez ce soir, l'Union Départementale C.F.D.T. de Paris tient à affirmer son entière solidarité avec les camarades victimes de la répression en Tunisie.

L'Union des Syndicats C.F.D.T. de Paris:

- Exige la libération immédiate de tous les détenus politiques en Tunisie,
- salue les militants qui luttent contre l'exploitation et l'oppression du capitalisme international;
- dénonce la multiplication, ici en France, d'actes de racisme,
- elle demande à tous les travailleurs français et immigrés, de prendre leur place dans les organisations syndicales, pour agir dans l'unité pour l'égalité des droits des français et des immigrés.

MESSAGE DE L'HUMANITE ROUGE

- o - o - o - o - o - o - o - o -

Camarades et Amis,

A l'occasion de la Journée Internationale de Soutien aux prisonniers politiques en Tunisie et au nom des Communistes marxistes-léniniste de France, l'Humanité rouge salue et soutient votre meeting organisé à la Maison de Tunisie, cité universitaire du Boulevard Jourdan.

La répression terroriste qui sévit en Tunisie contre les militants et les masses ouvrières, paysannes et populaires est une répression de caractère fasciste, mais elle ne fait que prouver à la fois l'affolement et la faiblesse croissante de la

bourgeoisie compradore soumise aux intérêts impérialistes étrangers. Les Communistes marxistes - léninistes de France sont étroitement solidaires de tous les peuples du Tiers-monde en lutte contre l'impérialisme, l'hégémonisme et le colonialisme, contre les deux super-puissances, l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe, également contre les impérialismes de second monde quand ils interviennent encore sous des formes expansionnistes et hégémoniques à l'encontre des intérêts des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Ils sont convaincus que le peuple tunisien, guidé par son avant-garde révolutionnaire prolétarienne, parviendra inéluctablement à rejeter l'exploitation et l'oppression impérialiste, féodale et compradore pour instaurer une démocratie authentique et populaire, qui assurera l'indépendance nationale de la Tunisie.

Vive l'internationalisme prolétarien.

Vive la juste cause du peuple tunisien.

MESSAGE DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE,
SECTION FRANCAISE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE,
- 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 -

fidèle à l'internationalisme prolétarien, salue les camarades ici présents, et apporte son soutien à cette initiative du Comité d'Information et de Défense des Victimes de la Répression en Tunisie.

Nous apportons notre soutien total et inconditionnel aux prisonniers politiques en Tunisie, un soutien matériel et surtout politique.

Nous nous engageons à populariser les combats que livrent la classe ouvrière,

les paysans pauvres, les masses déshéritées et la jeunesse tunisienne pour leur libération nationale et sociale.

Face à la barbarie impérialiste, à la dictature fantoche et compradore de Bourguiba, qui ne lésive pas sur les moyens pour réprimer, torturer, pour étouffer toute velléité d'aspiration à la libération, nous sommes du côté des opprimés contre leurs oppresseurs.

Quelque soit les divergences politiques qui peuvent nous séparer de ceux qui sont réprimés, révolutionnaires ou démocrates, militants ou non d'organisations politiques, nous ne marchandons pas notre soutien: il est total et inconditionnel.

Mais l'internationalisme pour nous n'est pas affaire de proclamations.

Notre pratique internationaliste part du fait que toutes les luttes révolutionnaires se renforcent mutuellement. Les coups portés à leurs capitalistes par les ouvriers d'un pays renforceront la lutte contre l'impérialisme, comme la guerre révolutionnaire des peuples de Guinée-Bissau, d'Angola et du Mozambique a ouvert la voie à une puissante montée ouvrière au Portugal. (De même les défaites infligées à la classe ouvrière et à ses alliés par la barbarie impérialiste, que ce soit dans l'Espagne de 1936, en Indonésie ou au Chili n'ont pas été sans freiner les luttes révolutionnaires).

Par contre, les massacres sanglants de Jordanie en septembre 1970 et les tentatives de liquidation de la Résistance Palestinienne qui ont suivi dans d'autres pays ont visé la "stabilisation", c'est-à-dire l'écrasement des luttes de masse dans la région arabe, au profit de l'impérialisme, de son bastion avancé qu'est l'Etat sioniste, et de ses suppôts locaux.

Camarades, si nous insistons ainsi sur le soutien politique aux luttes des masses arabes, c'est aussi parce que ne sont pas encore détruits des mythes concernant la nature soit disant "progressiste" de tel ou tel régime de la région, expression locale de la domination impérialiste à l'époque de la crise du système capitaliste et de la montée de la révolution mondiale.

Ces mythes se concrétisent, par exemple, par les soutiens critiques au régime du Baath irakien qui s'est consolidé par la répression impitoyable de la lutte de libération du peuple kurde, ou à celui de Boumedienne qui ne cesse d'étouffer toute velléité de contestation des masses.

Camarades si la révolution coloniale ébranle l'ordre impérialiste, si les révolutionnaires d'Indochine ont pour la première fois tenu en échec l'intervention directe et massive de l'impérialisme le plus puissant, elle a aussi connu ses avortons. Le régime de Bourguiba est de ceux-là.

Son équipe, qui s'était imposée à la tête du mouvement de libération nationale, s'est montrée incapable d'acquérir l'indépendance réelle par rapport à l'impérialisme, d'impulser une réforme agraire répondant aux besoins des masses. Face aux contradictions du régime néo-colonial, se développèrent alors des luttes de masses réprimées dans le sang, comme à Ouardanine, M'saken etc ...

Se développèrent aussi les luttes courageuses de la jeunesse contre les institutions néo-coloniales, et en soutien aux luttes des masses palestiniennes.

La réponse du pouvoir est toujours la même: les géoles de Bourguiba se rem-

plirent et la torture devint une institution.

Depuis, on a assisté à une remontée de la combativité ouvrière dans l'ensemble du pays: dans les mines, dans les transports et même dans des entreprises moins importantes.

A toutes ces luttes, tout dernièrement encore à la lutte des enseignants, le pouvoir répond par sa répression, pour faire porter le poids de sa crise sur le dos des masses.

C'est à tous ces militants, ces jeunes, ces ouvriers, ces paysans, ces enseignants que s'adresse notre solidarité; comme elle s'adresse aux militants marocains enlevés, assassinés, par le régime de Hassan II, comme elle s'adresse aux ouvriers égyptiens frappés par l'armée de Sadate, comme elle s'adresse au peuple omani dans le feu de la lutte qu'il mène contre l'agression impérialiste (britannique et U.S.) et la sainte alliance réactionnaire irano-jordano-saoudienne.

Nous dénonçons en particulier, en tant que révolutionnaires français, la collaboration policière entre la bourgeoisie française et le gouvernement de Bourguiba dans la répression qui s'abat sur les travailleurs immigrés (tunisiens) en France.

- HALTE A LA REPRESSION ET LA TORTURE EN TUNISIE
- RECONNAISSANCE DU STATUT POLITIQUE AUX DETENUS POLITIQUES
- LIBERATION DE TOUS LES DETENUS POLITIQUES
- LIBERTE D'EXPRESSION, D'ORGANISATION ET DE GREVE POUR LES TRAVAILLEURS ET TOUTES LES COUCHES DES MASSES LABORIEUSES
- A BAS LA COLLABORATION POLICIERE FRANCO-TUNISIENNE
- A BAS LE REGIME DE BOURGUIBA
- A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS.

REPRESSION ET LUTTES PAYSANNES
=====

19 mars 1975: une inique décision de justice entraîne l'expulsion d'une centaine de familles hors des terres qu'elles travaillaient depuis près d'un siècle. C'est un nouveau drame de la répression dans les campagnes tunisiennes.

Reprenons les faits à leur point de départ.

- Il s'agit de 2500 ha situés dans la région Zaghouan (Tunis Sud), travaillés par les paysans locaux au profit d'un colon français, avant d'être offerts au bey de Tunis qui s'en est lui même débarrassé en les donnant à quelques uns de ses serviteurs: la famille Kehia. Ceux-ci s'en étant totalement désintéressés, en ont laissé la responsabilité aux familles de paysans qui y vivaient. Grâce au travail des paysans, la terre a prospéré (plantation d'arabres, forage de puits ...); voyant cela, la famille Kehia a décidé de remettre la main sur ces terres et d'en expulser les légitimes possesseurs en alléguant un ancien "droit de propriété".

Après diverses tractations avec certains responsables du régime, le tribunal décide l'expulsion des paysans qui font fructifier la terre depuis de nombreuses années, et de toutes leurs familles, sans la moindre indemnité.

Face aux officiels qui viennent leur signifier l'arrêté d'expulsion, les paysans se dressent unanimes dans le refus: et repoussent une première attaque de la garde nationale.

La réaction ne se fait pas attendre: deux jours plus tard, le 19/3/75 les bridages de répression, renforcées en nombre et en matériel, reviennent à la charge et investissent le domaine (véhicules de la gendarmerie, bridages de l'ordre public en armes accompagnées de chiens policiers), provoquant l'affrontement extrêmement violent. Au bout de trois heures de résistance héroïque de la part des paysans, la police incendie les maisons, confisque les grains, frappe sans distinction hommes, femmes, enfants, vieillards, arrête enfin 120 personnes dirigées vers les prisons et les camps d'internement du régime, laissant les enfants à l'abandon, pris en charge un peu plus tard par les paysans des villages voisins solidaires.

Quel sera le sort de ces femmes et de ces hommes arrêtés?

La prisons et la torture les attendent, puis les "camps de rééducation par le travail" où les internés sont exploités jusqu'à la moëlle: de véritables camps de concentration, comme ceux de Haouareb (dans la région de Kairouan) et Saouaf (Tunis-Sud). Une simple décision de police suffit à les envoyer dans cet enfer pour une durée indéterminée.

Les paysans dépossédés se retrouvent ainsi dans la dramatique situation de dizaines

de milliers de paysans sans terre que compte la Tunisie. Certains trouveront peut-être une place de métayer chez le spoliateur de leur terre (ou un autre propriétaire foncier) et ne pourront plus bénéficier que d'un cinquième de la récolte obtenue par leur labeur (selon le mode d'exploitation: Khamassa).

- D'autres tenteront la terrible expérience de l'émigration, souvent clandestine;

- Mais pour la plupart, ils iront grossir les rangs des chômeurs des centres urbains, quotidiennement exposés aux rafles, aux refoulements ... dans les camps de travail.

- Ils ne peuvent, en tout cas, pas espérer devenir ouvriers, l'impérialisme et ses valets locaux ne permettent pas l'industrialisation du pays.

- Face à cette situation, nous condamnons la répression féroce dont sont victimes les paysans de Tunisie et dénonçons le pillage des ressources agricoles locales auquel se livre l'impérialisme, européen en particulier: témoins, l'huile d'olive, les tomates, les oranges, les dattes de Tunisie qui remplissent les marchés d'Europe.

Nous vous appelons à soutenir les luttes paysannes pour leurs droits à la terre, et à la liberté, car ces luttes existent depuis toujours: contre le colonialisme, contre la collectivisation arbitraire, contre le pillage impérialistes.

Nous citerons entre autres celles de Ouled Jallal et Ouled Brahim, dans la région de Sidi Bouzid qui ont permis aux paysans de récupérer leurs terres que le pouvoir leur avait confisqué en 1966 au profit des notables du parti destourien.

LA LUTTE DES MARINS DE LA C.T.N.

- o - o - o - o - o -

- Le 10 avril, l'un des navires de la Compagnie Tunisienne de Navigation, le Kuriat faisait naufrage au large de Toulon, provoquant la mort de 14 marins tunisiens.

- A l'annonce de cette catastrophe, le 12 avril, tous les marins de la C.T.N., déclenchèrent une grève qui bloqua l'activité des ports de Tunis-La Goulette et de Sfax.

* Ils ont dénoncé la responsabilité totale de la C.T.N. dans cet accident soulignant l'insuffisance de l'équipement de sauvetage et le mauvais

état du bateau qui n'était pas apte à la navigation en haute mer.

* Ils ont exigé la satisfaction des revendications suivantes (prolongeant la lutte menée quelques mois plus tôt sur l'un des navires de la C.T.N. : voir bulletin n° 13)

- contrôle des navires et de leur système de sécurité par l'intermédiaire d'un représentant syndical.
- obligation d'un système de sécurité pour tous les navires tunisiens.
- obligation de l'assurance-nauffrage pour tous les navires (jusque là seul la cargaison était assurée !)
- nomination au poste de capitaine d'un tunisien (le capitaine étant français.)

- Devant la détermination des marins, la C.T.N. et le Ministère des transports ont reculé en satisfaisant les exigences des ouvriers.

- Mais ces tentatives d'apaisement, en particulier par l'envoi du secrétaire général du syndicat venu l'U.G.T.T., dans l'île Kerkennah, aux funérailles symboliques de 8 des marins originaires de cet endroit, n'ont rencontré que la colère et l'indignation populaires : la présence de Achour déclencha des émeutes dans toute l'île, et une fois de plus le régime destaurien dévoila son visage répressif en envoyant l'armée et la police pour quadriller l'île et tenter d'étouffer le mouvement des masses populaires.

/ ENVOYEZ DES LETTRES DE SOLIDARITE, DES COLIS, DE L'ARGENT
/ soit directement AUX PRISONNIERS : BAGNE de BORJ ROUMI
/ PRISON CIVILE de TUNIS. et LA MANOUBA
/ soit au COMITE .
/ -----